

No. 31363. Multilateral

UNITED NATIONS CONVENTION ON THE LAW OF THE SEA. MONTEGO BAY, 10 DECEMBER 1982 [*United Nations, Treaty Series, vol. 1833, 1834 and 1835, I-31363.*]

OBJECTION TO THE INTERPRETATIVE DECLARATION MADE BY THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

Finland

Receipt by the Secretary-General of the United Nations: 28 April 2015

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 28 April 2015

N° 31363. Multilatéral

CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER. MONTEGO BAY, 10 DÉCEMBRE 1982 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1833, 1834 and 1835, I-31363.*]

OBJECTION À LA DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE FORMULÉE PAR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Finlande

Réception par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 28 avril 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 28 avril 2015

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of Finland has carefully examined the contents of the interpretative declaration made by the Government of the Democratic Republic of the Congo to the United Nations Convention on the Law of the Sea, and is of the view that the interpretative declaration raises certain legal concerns.

The Government of Finland wishes to recall that according to Article 309 no reservations or exceptions may be made to the Convention unless expressly permitted by other articles of the Convention. Article 310 of the Convention further provides that declarations and statements made by a State when signing, ratifying or acceding to it cannot purport to exclude or to modify the legal effect of the provisions of the Convention in their application to the State concerned.

Pursuant to Article 310, the interpretative declaration was formulated too late by the Government of the Democratic Republic of the Congo. The Government of Finland is also of the view that the interpretative declaration does not clearly specify its contents leaving open the extent to which the Government of the Democratic Republic of the Congo is committed to the provisions of the Convention, and consequently, it may in substance constitute a reservation that excludes or modifies the legal effect of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

Therefore, the Government of Finland objects to the interpretative declaration for its late formulation and to the extent that any part of it constitutes a reservation not otherwise permitted by the Convention or purports to exclude or modify the legal effect of any of the provisions in their application to the Democratic Republic of the Congo. The Government of Finland considers the interpretative declaration devoid of any legal effect.

This objection shall not preclude the continued application of the Convention between Finland and the Democratic Republic of the Congo.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement finlandais a examiné avec attention le contenu de la déclaration interprétative faite par le Gouvernement de la République démocratique du Congo au sujet de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et est d'avis que cette déclaration pose des problèmes juridiques.

Le Gouvernement finlandais tient à rappeler qu'en vertu de l'article 309, la Convention n'admet ni réserves ni exceptions autres que celles qu'elle autorise expressément dans d'autres articles. L'article 310 de la Convention dispose en outre que les déclarations faites par un État au moment où il signe ou ratifie la Convention ou adhère à celle-ci ne sauraient viser à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à cet État.

Au regard des modalités définies dans l'article 310, la déclaration interprétative a été formulée trop tard par le Gouvernement de la République démocratique du Congo. Le Gouvernement finlandais est également d'avis qu'elle n'est pas formulée clairement de sorte qu'elle ne permet pas de savoir dans quelle mesure le Gouvernement de la République démocratique du Congo s'estime lié par les dispositions de la Convention et, par conséquent, qu'elle peut constituer en substance une réserve qui exclut ou modifie l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à la République démocratique du Congo.

En conséquence, le Gouvernement finlandais élève une objection contre la déclaration interprétative en raison de sa formulation tardive et dans la mesure où l'un quelconque de ses éléments constitue une réserve qui n'est pas par ailleurs autorisée par la Convention ou vise à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à la République démocratique du Congo. Le Gouvernement finlandais considère que la déclaration interprétative est dépourvue de tout effet juridique.

Cette objection ne fait pas obstacle au maintien de l'application de la Convention entre la Finlande et la République démocratique du Congo.

OBJECTION TO THE INTERPRETATIVE
DECLARATION MADE BY THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF THE CONGO

France

*Receipt by the Secretary-General of the
United Nations: 28 April 2015*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 28 April 2015*

OBJECTION À LA DÉCLARATION
INTERPRÉTATIVE FORMULÉE PAR LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

France

*Réception par le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies :
28 avril 2015*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 28 avril 2015*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

« La Mission permanente de la France auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (Bureau des Affaires juridiques/Section des Traités) et a l'honneur de se référer à la notification dépositaire (C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6) du 15 avril 2014, relative à la déclaration interprétative formulée par la République démocratique du Congo sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer signée à Montego Bay le 10 décembre 1982.

Le Gouvernement de la République française a examiné la déclaration interprétative faite par la République démocratique du Congo, le 15 avril 2014, selon laquelle 'Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo se réserve le droit d'interpréter tout article de la Convention dans le contexte et en tenant dûment compte de la souveraineté de la République démocratique du Congo et de son intégrité territoriale telle qu'elle s'applique à la terre, à l'espace et à la mer. Les détails de ces interprétations seront consignés par écrit aux instruments de la ratification de la Convention. La présente signature est apposée sans préjudice de la position que pourrait adopter le Gouvernement congolais ou de la position qu'il adopterait en ce qui concerne la Convention dans le futur.'

Or le Gouvernement français relève que la République démocratique du Congo est Partie à la Convention depuis le 17 février 1989. En vertu de l'article 310 de la Convention, et du droit international coutumier tel que codifié dans la Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969, un État peut formuler une déclaration « au moment où il signe ou ratifie la Convention, ou adhère à celle-ci ».

Dès lors, la déclaration interprétative formulée par la République démocratique du Congo le 15 avril 2014 présente un caractère tardif. Accepter une telle pratique représenterait un risque en termes de sécurité juridique.

Par ailleurs, dans cette déclaration interprétative, la République démocratique du Congo y déclare notamment qu'elle « se réserve le droit d'interpréter tout article de la Convention dans le contexte et en tenant dûment compte de [sa] souveraineté [...] et de son intégrité telle qu'elle s'applique à la terre, à l'espace et à la mer ».

Le Gouvernement français relève que la déclaration faite par la République démocratique du Congo a pour effet juridique de limiter la portée de certaines stipulations de la Convention. Dès lors, la déclaration interprétative faite par la République démocratique du Congo doit s'analyser comme une réserve.

Bien que l'article 310 autorise l'émission de déclarations par les États, les dispositions de cet article exigent que ces « déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application ». Or tel semble être le cas de la déclaration de la République démocratique du Congo, dont les effets apparaissent particulièrement imprévisibles en raison de son caractère général.

Dès lors, le Gouvernement de la République française oppose une objection à la déclaration interprétative susmentionnée faite par la République démocratique du Congo. Cette objection n'empêche pas l'entrée en vigueur de la Convention entre la France et la République démocratique du Congo. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Permanent Mission of France to the United Nations presents its compliments to the United Nations Secretariat (Office of Legal Affairs, Treaty Section), and has the honour to refer to the depositary notification (C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6) of 15 April 2014, relating to the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo with respect to the United Nations Convention on the Law of the Sea, signed in Montego Bay on 10 December 1982.

The Government of the French Republic has examined the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo on 15 April 2014, which contains the following statement: "The Government of the Democratic Republic of the Congo reserves the right to interpret any and all articles of the Convention in the context of and with due regard to the sovereignty of the Democratic Republic of the Congo and its territorial integrity as it applies to land, space and sea. Details of these interpretations will be placed on record in the instruments of ratification of the Convention. The present signature is without prejudice to the position taken by the Government of the Democratic Republic of the Congo or to be taken by it on the Convention in the future."

The French Government notes that the Democratic Republic of the Congo has been a party to the Convention since 17 February 1989. In accordance with article 310 of the Convention and customary international law as codified in the Vienna Convention on the Law of Treaties, of 23 May 1969, a State may make a declaration "when signing, ratifying or acceding to this Convention".

The interpretative declaration of the Democratic Republic of the Congo dated 15 April 2014 is therefore untimely. The acceptance of such a practice would represent a risk in terms of legal certainty.

In the interpretative declaration, moreover, the Democratic Republic of the Congo "reserves the right to interpret any and all articles of the Convention in the context of and with due regard to [its] sovereignty [...] and its territorial integrity as it applies to land, space and sea".

The French Government notes that the interpretative declaration has the legal effect of limiting the scope of certain provisions of the Convention. The interpretative declaration must therefore be examined as a reservation.

Although article 310 authorizes the issuance of declarations and statements by States, its provisions require that "such declarations or statements do not purport to exclude or to modify the legal effect of the provisions of the Convention in their application". However, those very characteristics seem to apply to the Democratic Republic of the Congo's declaration, whose wide-ranging nature would appear to give it particularly unpredictable effects.

The Government of the French Republic therefore objects the above-mentioned interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo. This objection does not preclude the entry into force of the Convention between France and the Democratic Republic of the Congo.

OBJECTION TO THE INTERPRETATIVE
DECLARATION MADE BY THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF THE CONGO

Germany

*Receipt by the Secretary-General of the
United Nations: 10 April 2015*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 10 April 2015*

OBJECTION À LA DÉCLARATION
INTERPRÉTATIVE FORMULÉE PAR LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Allemagne

*Réception par le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies :
10 avril 2015*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 10 avril 2015*

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

"The Permanent Mission of the Federal Republic of Germany to the United Nations in New York presents its compliments to the Secretary-General of the United Nations acting in his capacity as treaty depository and, with reference to depository notification C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6 of 15 April 2014, regarding the interpretative declaration and declarations under Articles 287 and 298 of the United Nations Convention on the Law of Sea of 10 December 1982 made by the Democratic Republic of the Congo, has the honour to communicate the following:

The Federal Republic of Germany would like to point out that under Articles 309 and 310 of the United Nations Convention on the Law of the Sea, the formulation of reservations or exceptions to the Convention is prohibited, and that the Democratic Republic of the Congo is not permitted to exclude or modify the legal effect of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

The Federal Republic of Germany is of the view that the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo is unclear in important respects, leaves open to what extent the Democratic Republic of the Congo feels bound by the provisions of the Convention, and in substance may constitute a reservation that excludes or modifies the legal effects of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

The Federal Republic of Germany would also like to point out that declarations or statements under Article 310 of the Convention may only be made when signing, ratifying or acceding to the Convention.

The Democratic Republic of the Congo had deposited its instrument of ratification on 17 February 1989, whereas the interpretative declaration was effected only on 15 April 2014. Apart from the inadmissible timing of the interpretative declaration, Article 310 only permits declarations or statements made with a view, inter alia, to harmonizing States' domestic laws and regulations with the provisions of the Convention, and provided that such declarations or statements do not purport to exclude or modify the legal effects of the provisions of the Convention in their application to these States.

The Federal Republic of Germany therefore objects to the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo to the extent that any part of it constitutes a reservation not otherwise permitted by the Convention or purports to exclude or modify the legal effects of any of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

This objection shall not preclude the continued application of the Convention between the Federal Republic of Germany and the Democratic Republic of the Congo.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Mission permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation en sa qualité de dépositaire des traités et, se référant à la notification dépositaire C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6 du 15 avril 2014 concernant la déclaration interprétative et les déclarations faites par la République démocratique du Congo au titre des articles 287 et 298 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, du 10 décembre 1982, a l'honneur de lui faire part de ce qui suit :

La République fédérale d'Allemagne tient à souligner qu'aux termes des articles 309 et 310 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ni réserves ni exceptions ne sauraient être admises, et que la République démocratique du Congo ne peut exclure ou modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans l'application qui lui en est faite.

La République fédérale d'Allemagne considère que la déclaration interprétative faite par la République démocratique du Congo manque de clarté sur des points importants, ne permet pas de savoir dans quelle mesure elle s'estime liée par les dispositions de la Convention et peut, quant au fond, constituer une réserve qui exclut ou modifie l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à la République démocratique du Congo.

La République fédérale d'Allemagne tient également à souligner que les déclarations faites au titre de l'article 310 de la Convention ne peuvent l'être qu'au moment de la signature ou de la ratification de la Convention, ou de l'adhésion à celle-ci.

La République démocratique du Congo a formulé sa déclaration interprétative le 15 avril 2014 alors qu'elle avait déposé son instrument de ratification le 17 février 1989. Outre que ce décalage est inadmissible, l'article 310 n'autorise un État à faire des déclarations que pour, entre autres, harmoniser ses lois et règlements avec la Convention, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à cet État.

En conséquence, la République fédérale d'Allemagne élève une objection contre la déclaration interprétative faite par la République démocratique du Congo, dans la mesure où quelqu'élément de cette déclaration constitue une réserve interdite par la Convention ou vise à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à la République démocratique du Congo.

Cette objection ne fait pas obstacle à la poursuite de l'application de la Convention entre la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique du Congo.

OBJECTION TO THE INTERPRETATIVE
DECLARATION MADE BY THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF THE CONGO

Netherlands

*Receipt by the Secretary-General of the
United Nations: 27 April 2015*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 27 April 2015*

OBJECTION À LA DÉCLARATION
INTERPRÉTATIVE FORMULÉE PAR LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Pays-Bas

*Réception par le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies :
27 avril 2015*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 27 avril 2015*

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Government of the Kingdom of the Netherlands has taken note of the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo with respect to the United Nations Convention on the Law of the Sea, as communicated by the Secretary-General via depositary notification C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6 of 29 April 2014, and has the honour to communicate the following:

The Kingdom of the Netherlands would like to point out that under Articles 309 and 310 of the United Nations Convention on the Law of the Sea, the formulation of reservations or exceptions to the Convention is prohibited, and that the Democratic Republic of the Congo is not permitted to exclude or modify the legal effect of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

The Kingdom of the Netherlands is of the view that the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo is unclear in important respects, leaves open to what extent the Democratic Republic of the Congo feels bound by the provisions of the Convention, and in substance may constitute a reservation that excludes or modifies the legal effects of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

The Kingdom of the Netherlands would also like to point out that declarations or statements under Article 310 of the Convention may only be made when signing, ratifying or acceding to the Convention.

The Democratic Republic of the Congo deposited its instrument of ratification on 17 February 1989, whereas the interpretative declaration was deposited only on 15 April 2014. Apart from the inadmissible timing of the interpretative declaration, Article 310 only permits declarations or statements made with a view, *inter alia*, to harmonizing States’ domestic laws and regulations with the provisions of the Convention, and provided that such declarations or statements do not purport to exclude or modify the legal effects of the provisions of the Convention in their application to these States.

The Kingdom of the Netherlands therefore objects to the interpretative declarations made by the Democratic Republic of the Congo to the extent that any part of it constitutes a reservation not otherwise permitted by the Convention or purports to exclude or modify the legal effects of any of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

This objection shall not preclude the continued application of the Convention between the Kingdom of the Netherlands and the Democratic Republic of the Congo.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas a pris note de la déclaration interprétative formulée par la République démocratique du Congo au sujet de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, que le Secrétaire général a communiquée par la notification dépositaire C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6, du 29 avril 2014, et a l'honneur de déclarer ce qui suit :

Le Royaume des Pays-Bas rappelle qu'aux termes de ses articles 309 et 310, la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer interdit la formulation de réserves et d'exceptions et qu'il n'est pas permis à la République démocratique du Congo d'exclure ou de modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à son égard.

Le Royaume des Pays-Bas estime que la déclaration interprétative formulée par la République démocratique du Congo est vague sur des points importants, ne permet pas de savoir dans quelle mesure cet État s'estime lié par les dispositions de la Convention et, en substance, peut constituer une réserve qui exclut ou modifie l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application audit État.

Le Royaume des Pays-Bas tient aussi à signaler que les déclarations faites en vertu de l'article 310 de la Convention ne peuvent l'être qu'au moment où un État signe ou ratifie la Convention ou y adhère.

La République démocratique du Congo a déposé son instrument de ratification le 17 février 1989, et sa déclaration interprétative, le 15 avril 2014 seulement. Abstraction faite de la date inadmissible de dépôt de la déclaration interprétative, l'article 310 autorise les États à faire des déclarations en vue d'harmoniser leurs lois ou règlements avec les dispositions de la Convention, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à ces États.

Le Royaume des Pays-Bas émet donc une objection à la déclaration interprétative de la République démocratique du Congo, dans la mesure où l'un quelconque de ses éléments constitue une réserve qui n'est pas par ailleurs autorisée par la Convention ou vise à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à la République démocratique du Congo.

Cette objection n'écarte pas le maintien en application de la Convention entre le Royaume des Pays-Bas et la République démocratique du Congo.

DECLARATION UNDER ARTICLE 287

Panama

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 29 April 2015

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 April 2015

DÉCLARATION EN VERTU DE L'ARTICLE 287

Panama

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 29 avril 2015

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 29 avril 2015

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

In accordance with paragraph 1 of article 287 of the United Nations Convention on the Law of the Sea of December 10th, 1982, the Government of the Republic of Panama declares that it accepts the competence and jurisdiction of the International Tribunal of the Law of the Sea for the settlement of the dispute between the Government of the Republic of Panama and the Government of the Italian Republic concerning the interpretation or application of UNCLOS that arose from the detention of the Motor Tanker NORSTAR, flying the Panamanian flag.

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

De conformidad con el párrafo 1 del artículo 287 Convención de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, de 10 de diciembre de 1982, el Gobierno de la República de Panamá declara que acepta la competencia y jurisdicción del Tribunal Internacional del Derecho del Mar para la solución de la controversia, entre el Gobierno de la República de Panamá y el Gobierno de República Italiana, relativa a la interpretación o aplicación de UNCLOS derivada de la detención de la Moto Nave - tanquera- NORSTAR, de bandera panameña.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

En application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention du 10 décembre 1982 des Nations Unies sur le droit de la mer, le Gouvernement de la République du Panama déclare par la présente qu'il reconnaît la compétence et la juridiction du Tribunal international du droit de la mer pour le règlement du différend entre le Gouvernement de la République du Panama et le Gouvernement de la République italienne concernant l'interprétation ou l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer provenant de la détention du navire-citerne motorisé NORSTAR, battant pavillon panaméen.

OBJECTION TO THE INTERPRETATIVE
DECLARATION MADE BY THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF THE CONGO

Sweden

*Receipt by the Secretary-General of the
United Nations: 24 April 2015*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 24 April 2015*

OBJECTION À LA DÉCLARATION
INTERPRÉTATIVE FORMULÉE PAR LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Suède

*Réception par le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies :
24 avril 2015*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 24 avril 2015*

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Permanent Mission of Sweden to the United Nations presents its compliments to the Secretary-General of the United Nations acting in his capacity as treaty depositary and has the honour to refer to the Secretary-General’s note C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6 (Depositary Notification) of 29 April 2014, communicating an interpretative declaration and declarations under articles 287 and 298 to the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS) made by the Democratic Republic of the Congo.

The Government of Sweden has examined the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo to UNCLOS.

The Government of Sweden recalls that the designation assigned to a statement whereby the legal effect of certain provisions of a treaty is excluded or modified does not determine its status as a reservation to the treaty. The Government of Sweden considers that the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo may in substance constitute a reservation limiting or modifying the scope of the Convention.

The Government of Sweden also recalls that according to article 309 of UNCLOS no reservations or exceptions may be made to the Convention unless expressly permitted in the Convention. If the interpretative declaration in any way intends to deviate from the provisions of the Convention, it will have no effect on the content and extent to which the Democratic Republic of the Congo is bound by the Convention.

The Government of Sweden also recalls that declarations or statements under Article 310 of the Convention may only be made when signing, ratifying or acceding to the Convention and that Article 310 only permits declarations or statements made with a view, inter alia, to harmonizing States’ domestic laws and regulations with the provisions of the Convention, and provided that such declarations or statements do not purport to exclude or modify the legal effects of the provisions of the Convention in their application to these States.

The Government of Sweden therefore objects to the interpretative declaration made by the Democratic Republic of the Congo to the extent that any part of it constitutes a reservation not otherwise permitted by the Convention or purports to exclude or modify the legal effects of any of the provisions of the Convention in their application to the Democratic Republic of the Congo.

This objection shall not affect the continued application of the Convention between Sweden and the Democratic Republic of the Congo.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Mission permanente de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation en sa qualité de dépositaire des traités et a l'honneur de se référer à sa note C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6 (Notification dépositaire) du 29 avril 2014, communiquant une déclaration interprétative et des déclarations en vertu des articles 287 et 298 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer faites par la République démocratique du Congo.

Le Gouvernement suédois a examiné la déclaration interprétative relative à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer faite par la République démocratique du Congo.

Le Gouvernement suédois rappelle que le nom donné à une déclaration excluant ou modifiant l'effet juridique de certaines dispositions d'un traité n'est pas déterminant quant à savoir si elle constitue ou non une réserve au traité. Le Gouvernement suédois considère que la déclaration interprétative faite par la République démocratique du Congo peut constituer en substance une réserve limitant ou modifiant la portée de la Convention.

Le Gouvernement suédois rappelle également qu'en vertu de l'article 309 de la Convention, celle-ci n'admet ni réserves ni exceptions autres que celles qu'elle autorise expressément dans d'autres articles. Si la déclaration interprétative cherche à s'éloigner des dispositions de la Convention, elle n'aura aucun effet sur son contenu ni la mesure dans laquelle la République démocratique du Congo est tenue de la respecter.

Le Gouvernement suédois rappelle en outre que les déclarations faites en vertu de l'article 310 ne peuvent l'être qu'au moment de la signature ou de la ratification de la Convention, ou de l'adhésion à celle-ci, et que ledit article n'autorise que des déclarations faites notamment en vue d'harmoniser les lois et règlements de l'État avec la Convention, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à cet État.

Par conséquent, le Gouvernement suédois élève une objection à la déclaration interprétative faite par la République démocratique du Congo, dans la mesure où l'un quelconque de ses éléments constitue une réserve qui n'est pas par ailleurs autorisée par la Convention ou vise à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à la République démocratique du Congo.

La présente objection n'a aucun effet sur le maintien de l'application de la Convention entre la Suède et la République démocratique du Congo.

OBJECTION TO THE INTERPRETATIVE
DECLARATION MADE BY THE DEMOCRATIC
REPUBLIC OF THE CONGO

**United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland**

*Receipt by the Secretary-General of the
United Nations: 28 April 2015*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 28 April 2015*

OBJECTION À LA DÉCLARATION
INTERPRÉTATIVE FORMULÉE PAR LA
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

**Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
d'Irlande du Nord**

*Réception par le Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies :
28 avril 2015*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 28 avril 2015*

[ENGLISH TEXT – TEXTE ANGLAIS]

“The Permanent Mission of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the United Nations in New York presents its compliments to the Secretary-General of the United Nations acting in his capacity as treaty depository and has the honour to refer to his note C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6 (Depositary Notification) of 29 April 2014, which communicated that an interpretative declaration to the United Nation Convention on the Law of the Sea (Montego Bay, 10 December 1982) (“the Convention”) had been received from the Democratic Republic of the Congo, together with declarations under Articles 287 and 298 of the Convention.

The Government of the United Kingdom notes that Article 309 prohibits reservations and exceptions to the Convention, except where expressly permitted. Article 310 clarifies that Article 309 does not preclude a State, when signing, ratifying or acceding to the Convention, from making a declaration or statement with a view, inter alia, to the harmonisation of its laws and regulations with the provisions of the Convention, provided that the declaration or statement does not purport to exclude or modify the legal effect of the provisions of the Convention in their application to that State.

The United Kingdom notes that the interpretative declaration is out of time as it was not made at the time of ratification (17 February 1989), in accordance with Article 310.

The United Kingdom further notes that the interpretative declaration is unclear. The Democratic Republic of the Congo purports to reserve the right to interpret the Convention “in the context of and with due regard to the sovereignty of the Democratic Republic of the Congo and its territorial integrity as it applies to land, space and sea”. It may be intended to modify the application of the Convention, which is prohibited under article 310. Alternatively, it may amount to a reservation or exception which is prohibited under Article 309.

For these reasons, the United Kingdom objects to the interpretative declaration, although this does not preclude the continued application of the Convention between the United Kingdom and the Democratic Republic of the Congo.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

La Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation agissant en sa qualité de dépositaire des traités, et a l'honneur de se référer à la note C.N.221.2014.TREATIES-XXI.6 (Notification dépositaire), du 29 avril 2014, par laquelle le Secrétaire général a communiqué une déclaration interprétative à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Montego Bay, 10 décembre 1982) (ci-après dénommée « la Convention »), accompagnée de déclarations en vertu des articles 287 et 298 de la Convention, adressée par la République démocratique du Congo.

Le Gouvernement du Royaume-Uni note qu'en son article 309, la Convention n'admet ni réserves ni exceptions autres que celles qu'elle autorise expressément dans d'autres articles. À l'article 310, il est précisé que l'article 309 n'interdit pas à un État, au moment où il signe ou ratifie la Convention, ou adhère à celle-ci, de faire des déclarations, quels qu'en soient le libellé ou la dénomination, notamment en vue d'harmoniser ses lois et règlements avec la Convention, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de la Convention dans leur application à cet État.

Le Royaume-Uni note que la déclaration interprétative n'a pas été faite dans les délais prescrits car elle n'a pas été formulée lors de la ratification (17 février 1989), conformément à l'article 310.

Le Royaume-Uni note en outre que la déclaration interprétative n'est pas claire. La République démocratique du Congo prétend se réserver le droit d'interpréter les dispositions de la Convention « dans le contexte et en tenant dûment compte de la souveraineté de la République démocratique du Congo et de son intégrité territoriale telle qu'elle s'applique à la terre, à l'espace et à la mer ». Cette déclaration peut être destinée à modifier l'application de la Convention, ce qui est interdit en vertu de l'article 310, ou bien être interprétée comme une réserve ou une exception, ce qui est interdit en vertu de l'article 309.

Pour ces raisons, le Royaume-Uni fait objection à la déclaration interprétative, ce qui n'exclut toutefois pas le maintien de l'application de la Convention entre le Royaume-Uni et la République démocratique du Congo.